

LE MAIRE DE CONSTANTINE SOUS LES VERROUS

Le FLN éclaboussé

**Affairisme, passe-droits, rapine et tromperie à tout-va émaillent l’intendance d’une métropole qui vient tout juste de rater un rendez-vous avec l’histoire. Constantine, capitale de la culture arabe en cet an de grâce différant l’apocalypse et rattrapé par le cataclysme fait homme, s’enlise.**

Alors que son adjoint croupit en prison depuis déjà deux ans pour une histoire scabreuse de pots-de- vin, le premier magistrat de la troisième ville du pays est mis sous mandat de dépôt en raison de son implication directe dans la fameuse et non moins scandaleuse affaire, dite des 32 villas.

Le magistrat instructeur près le tribunal de Chelghoum-Laïd dans la wilaya de Mila qui avait entamé les auditions des témoins concernés par ce dossier, il y a une semaine, a ordonné la mise sous mandat de dépôt du maire de Constantine suite à son audition mercredi dernier.

Un autre élu de la même assemblée avait été mis sous contrôle judiciaire deux jours auparavant dans le cadre de cette instruction qui n’a toujours pas livré tous ses secrets d’autant plus que l’ex-mouhafedh FLN de Constantine que d’aucuns considèrent comme étant le précepteur de toute

cette histoire et/ou cabale, ne s’était pas présenté au tribunal pour son audition, prévue jeudi passé.

Un manquement dicté vraisemblablement par des vellétés dilatoires après le coup de sommation de la soirée de mercredi, marquée par cette scène inattendue d’un Seïf Eddine Rihani, le P/APC de Constantine, éconduit, menotté et sous escorte de la salle d’audition. C’est que Driss Maghraoui, ex-mouhafedh du FLN et entrepreneur de son état, risquait le même sort réservé à son dauphin qu’il a, lui-même, intronisé au forceps à la tête de la municipalité de Constantine au lendemain des dernières élections locales, faisant fi du tollé général que la démarche avait généré à l’époque. Dans ce qui s’apparente à un retour d’ascenseur concomitant, le jeune maire s’empressera de signer un permis de construire au profit de son mentor qui est également son ex-

employeur, pour la réalisation de 32 villas dans la périphérie immédiate du centre-ville de Constantine, la cité du 5-Juillet en l’occurrence, sur un terrain classifié zone rouge et donc non-urbanisable pour les risques qu’il présente, notamment en raison du phénomène de glissement de terrain. Ceci, au moment où les assiettes foncières font cruellement défaut dans cette ville, y compris pour les équipements d’utilité publique.

En sus de l’abus d’autorité de par l’usage de son statut de premier magistrat de la collectivité, Seïf Eddine Rihani s’était également rendu coupable, pour ce faire, de déperdition préméditée de documents officiels et de faux et usage de faux. Grieffs pour lesquels il est poursuivi après une enquête de plusieurs mois des services de sécurité suite à une plainte de ses pairs élus de l’assemblée et une commission rogatoire du procureur de la République près le tribunal de Ziadia. Aussi, l’instruction du dossier confié au tribunal de Chelghoum-Laïd de par la qualité d’officier de la police judiciaire dont jouit le maire n’a pas fini de révéler avec exactitude les culpabilités des différents

concernés puisque les auditions se poursuivront dès lundi avec, probablement l’omnipotent promoteur Driss Maghraoui qui n’a pas daigné répondre à sa convocation de jeudi passé et qui risque de faire l’objet d’un mandat d’amener.

Bénéficiaire du soutien de l’ex-secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem, Driss Maghraoui était monté au créneau à la veille des élections locales de novembre 2012 en imposant, dans un premier temps, ses hommes de main dans les listes de candidatures qu’il a lui-même conçues non sans avoir provoqué moult remous au sein de la maison constantinoise du vieux parti. Une mainmise qu’il fera valoir davantage pour impatroniser son associé en affaires à la présidence de l’APW de Constantine et un ex-employé de son entreprise à la tête de l’APC du chef-lieu de la capitale de l’Est.

Des anonymes dans le paysage politique local, inexpérimentés et, pis encore, qui n’étaient pas des têtes de listes dans le casting électoral.

Passé maître dans l’art de la complotite, il n’hésitera pas à annoncer sa candidature au poste de secrétaire

général du FLN au lendemain de la destitution de son protecteur, Abdelaziz Belkhadem.

Arrogant et payateur, des traits de caractère qu’il inculquera au jeunot maire, il dût évacuer les locaux de la mouhafadha de Constantine par la force publique à la faveur des changements intervenus au sommet du FLN. Il n’est pas dit non plus qu’il est lavé de tous soupçons s’agissant de la gestion catastrophique des affaires de la troisième ville du pays, tant il vrai que ses accointances avec Seïf Eddine Rihani et la fidélité que lui voue ce dernier font les choux gras de la vox populi.

Une gestion décriée, dans un passé récent, y compris par le wali de Constantine qui s’était montré attentiste aux réactions épidermiques par presse interposée du jeune édile aux ambitions démesurées. Avidité qu’il n’hésite plus depuis quelque temps de claironner à qui veut l’entendre, s’agissant de mandats électoraux plus valorisants aux prochaines étapes car, estime-t-il : «L’escalade de la mairie n’est qu’un début de carrière». Est-ce aussi la fin ?

K. G.

BÉJAÏA

La gendarmerie encercle la jungle de Boulimat

**Une impressionnante opération de sécurisation, menée par une trentaine de gendarmes du groupement de Béjaïa, a été organisée dans la nuit de jeudi dernier au milieu de «la zone interdite» du village balnéaire de Boulimat.**

Gendarmes, brigadiers, éléments des SSI, officiers, le commandant du groupement en personne et son chef d’état-major ont participé à cette offensive unique et exceptionnelle dans les milieux de la délinquance.

21h ce jeudi, dans l’épicentre de la «jungle» de Boulimat, impossible de traverser l’unique et étroite descente menant à la plage et ses espaces tout genre, sans être saisi par l’impressionnant dispositif de la gendarmerie.

Tous les véhicules et toute âme de passage sont systématiquement passés au peigne fin, dans le cadre du plan d’action anticriminalité tracé par les hautes autorités du corps en question, avons-nous appris du groupement de la Gendarmerie nationale de Béjaïa.

L’opération a duré plus de cinq heures et a permis de mettre hors d’état de nuire deux dangereux criminels, à savoir AF. M., 41 ans, de Béjaïa, activement recherché par toutes les polices des zones urbaines pour détournement de mineurs et S. M., 32 ans, poursuivi dans une autre affaire de droit civil dans la wilaya de Annaba, dont il est héritier d’un mandat d’arrêt.

Le dispositif de la gendarmerie a réussi aussi à désarmer plusieurs individus munis d’armes blanches à l’entrée du village en question, «bourré» de calamités entre (cabarets sauvages, bars clandestins et prostitution).

Les auteurs dont le nombre a atteint neuf, ont tous

été entendus sur procès-verbal et sur place par les enquêteurs.

Au lendemain de cette opération de grande envergure et dans toutes les discussions, les citoyens s’accordent à l’unanimité à saluer les efforts des forces de l’ordre dans leur action pour mettre fin à la dangerosité de la criminalité qui ne cesse de gangrener les alentours du centre-ville de Béjaïa.

«Je suis vraiment soulagé de voir la gendarmerie passer à l’action devant ces voyous qui ne reculent devant rien. Boulimat qui, par le passé, était un paradis pour les familles en guise de repos est devenue par la force des choses une jungle inaccessible, c’est malheureux. Il faut continuer à nettoyer cette localité, je suis de tout cœur avec le retour de l’ordre», nous dira Boualem C., un commerçant du centre-ville, habitué de la plage de Boulimat.

Kamel Gaci

BOUMEDFAÂ

Les chercheurs de trésors devant la justice

**La Brigade de la gendarmerie de Boumedfaâ a appréhendé un groupe composé de 6 éléments qui se sont attaqués à un rocher relevant du patrimoine culturel dénommé Khalouet (sanctuaire) Sidi-Moussa situé dans une zone forestière sur le territoire de la commune.**

Ces malfrats étaient convaincus que le rocher recélait un trésor composé d’une importante quantité de pièces d’or que les Romains auraient cachées sous le socle de pierre, nous ont indiqué des sources de la localité.

Le groupe était composé de 2 soi-disant talebs de Tissemsilt un autre de Relizane, 2 de Boufarik, 1 de Oued El Alleug et le 6<sup>e</sup>, un guide demeurant dans la commune de Boumedfaâ.

Informés du projet de ce groupe, les

gendarmes se sont postés aux alentours du sanctuaire pour le surprendre en flagrant délit. L’attente ne fut pas longue.

Les éléments du groupe, munis de différents outils, ont commencé le défrichage du pourtour du sanctuaire avant d’entamer sa destruction. C’est à ce moment-là que les gendarmes ont intervenu pour les arrêter.

Outre les outils dont ils étaient munis, les chercheurs de trésor avaient sur eux un instrument traditionnel, sou-

vent utilisé par les puisatiers, une sorte de fil à plomb ainsi qu’un croquis du lieu, de son emplacement et des manuscrits inintelligibles sauf pour certains initiés, en l’occurrence les soi-disant talebs.

Accusés de saccage d’un lieu relevant du patrimoine culturel local, de sorcellerie, de destruction de la végétation, le groupe a été déféré au parquet près le tribunal de Khemis Miliana à la fin de la semaine écoulée.

Karim O.

DJENDEL

Les ouvriers algériens d’une société turque manifestent leur mécontentement

Quelque 150 employés algériens de la société turque MATA, qui est titulaire du marché de réalisation de la nouvelle route qui reliera Khemis Miliana à Bordj Bou-Arréridj via Berrouagoua se sont rassemblés jeudi dernier à l’entrée de la base vie de la société, située à 4 km à l’est de Djendel, pour protester contre les conditions de travail qui leur sont imposées.

Selon les protestataires, ces employés subissent des humiliations de la part des responsables du projet, ils sont sous-payés, accomplissant des journées de 11 h de travail sans interruption, de jour comme de nuit, sans compter la prime de risque et de nuisance qui ne leur est pas versée.

Ils disent que cette protestation n’est pas la première puisque la semaine écoulée, nous avons déjà signifié aux responsables nos revendications qui sont restées sans suite. On ajoute que samedi 31 octobre une autre journée de protestation sera organisée.

Karim O.